

Relance du processus de Barcelone

Message de la Commission Méditerranée
adopté par le Conseil Central de Paris (3 juin 2005)

1. Le 27 novembre prochain, le *Processus de Barcelone* aura dix ans. Avec le *Partenariat Euromed* qui en est issu, et le *Programme MEDA* qui en est l'instrument financier, il devait constituer le cadre d'un développement concerté et solidaire des pays riverains de la Méditerranée. La Ligue a accompagné ce processus de différentes manières:

- ◇ en mettant sur pied dès 1996 une *Commission Méditerranée* qui s'est réunie régulièrement depuis;
- ◇ en faisant adopter par son Conseil Central réuni à Barcelone le 20 juin 1997 une résolution sur la *Dimension européenne du partenariat euro-méditerranéen*;
- ◇ en publiant la même année un *Cahier Comte Boël* sur le même sujet;
- ◇ en organisant depuis 1997 six *Conférences Méditerranée*, tenues à trois reprises à Barcelone (1997, 1998 et 2000), puis à Palma de Mallorca (2001), Tunis (2003) et Naples (2004), qui ont exploré différents aspects de ce partenariat.

2. A sa naissance en 1995 le processus de Barcelone devait faire face à trois défis majeurs:

- ◇ la persistance de conflits régionaux sur le pourtour méditerranéen;
- ◇ le sous-développement économique des pays du sud de la Méditerranée;
- ◇ le danger de montée de l'islamisme dans ces mêmes pays.

Il comprenait trois volets tentant de répondre à ces trois défis:

- ◇ un volet politique et de sécurité visant à définir un espace commun de paix et de stabilité et à contribuer en particulier à la résolution du conflit israélo-palestinien;
- ◇ un volet économique et financier ayant pour objectif principal la mise en place d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010 et la réalisation préalable des conditions pour que le libre échange soit réellement un facteur de progrès au sud de la Méditerranée;
- ◇ un volet social, culturel et humain en vue de favoriser la compréhension entre les cultures ainsi que les échanges entre les sociétés civiles des pays concernés.

Il a été complété, en avril 2002, par le *Plan d'action de Valence* qui notamment, sur le plan économique, a lancé le *Processus d'Agadir* visant à encourager les échanges commerciaux et l'intégration économique au sud et à l'est de la Méditerranée et, sur le plan financier, a créé au sein de la Banque Européenne d'Investissement une *facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat* (FEMIP) pour promouvoir les investissements dans ces pays, plus particulièrement dans les PME.

3. A la veille du dixième anniversaire du Processus de Barcelone, le bilan que l'on peut dresser de ses résultats est dans l'ensemble peu encourageant:

- ◇ Certes ce processus a permis que le dialogue s'instaure entre les gouvernements des différents pays, et le partenariat politique entre le nord et le sud de la Méditerranée s'est incontestablement renforcé.
- ◇ Plus important peut-être est le fait que les sociétés civiles de ces pays ont pu nouer des contacts et prendre conscience des enjeux. Dans sa résolution de 1997 la Ligue soulignait notamment l'importance, pour l'encouragement des investissements privés, du "développement des institutions et organismes non gouvernementaux propres à multiplier et intensifier les relations personnelles, professionnelles et inter-

professionnelles qui, renforçant au niveau des entreprises la confiance mutuelle, favorisent la prise de conscience des intérêts communs". Elle salue aujourd'hui à cet égard l'action d'ASCAME (Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée), forte à présent de plusieurs centaines de membres.

- ◇ Mais sur le plan économique, force est bien de constater qu'en dépit du processus de Barcelone le fossé s'est creusé davantage entre le nord et le sud de la Méditerranée. Ceci peut s'observer notamment dans l'augmentation quasi-continue de l'écart, pour le revenu par habitant, entre le chiffre moyen des pays participant au programme MEDA (à l'exception de Chypre, Israël et Malte) et celui des trois pays les moins riches de l'Europe des 15 (Espagne, Grèce et Portugal). Ces écarts et le niveau très élevé du chômage sévissant au sud de la Méditerranée sont la cause première de la forte pression à l'émigration qui continue de s'exercer dans cette région.
- ◇ Enfin, nonobstant le Processus d'Agadir initié en 2002, l'intégration économique au sud de la Méditerranée reste faible, et les échanges commerciaux entre les pays tiers de la Méditerranée représentent toujours moins de 10% de leur commerce avec l'Union européenne.

4. Dans la stratégie sous-tendant le processus de Barcelone, la zone de libre-échange, dont l'objectif était poursuivi à l'horizon 2010, devait favoriser le développement dans les pays tiers de la Méditerranée, à la condition qu'ils aient au préalable mis à niveau leurs entreprises et diversifié suffisamment leurs économies, afin que l'instauration du libre-échange dans cette zone soit durablement bénéfique pour tous ses partenaires. Dans cette mise à niveau, les investissements des entreprises européennes au sud de la Méditerranée étaient appelés à jouer un rôle déterminant. Dans sa résolution de 1997 la Ligue soulignait notamment: "l'investissement privé implique un transfert de savoir-faire, de technologie et de capitaux, essentiel pour la modernisation du secteur productif et l'amélioration de la compétitivité. Il peut par conséquent contribuer significativement à la croissance de l'économie et à la création d'emplois". La Ligue a consacré deux de ses Conférences Méditerranéennes (celle de Palma en octobre 2001 et celle de Tunis en avril 2003) à cette problématique, et elles ont donné lieu à la publication en 2004 de l'étude *Private Financing of Investments to Third Mediterranean Countries*, réalisée par le professeur Joan Rosselló Villalonga.

5. Sur ce point particulier aussi le bilan de dix années du processus de Barcelone est décevant, comme les conférences et l'étude susmentionnée l'ont montré: même si depuis 1997 la proportion de l'investissement direct étranger dans l'investissement total s'est accrue sensiblement dans les pays tiers de la Méditerranée, ces pays ont absorbé une part du flux total de capitaux investis par les pays de l'OCDE dans les pays en voie de développement qui tend à diminuer. Ceci se vérifie particulièrement pour les investissements en provenance de l'Europe des Quinze, dépassés depuis plusieurs années par ceux qui viennent des États-Unis. Les causes de cette performance décevante sont multiples:

- ◇ il est certain que la compétitivité relative des pays tiers de la Méditerranée dans l'attraction des investissements étrangers s'est dégradée, compte tenu en particulier de l'apparition de nouveaux concurrents sur ce terrain: les nouveaux États membres de l'Union européenne, les pays du sud-est asiatique, la Chine et l'Inde;
- ◇ un facteur important dans cette dégradation semble être la faiblesse des structures de l'administration publique: lourdeur des procédures relatives à la création de nouvelles entreprises, envahissement de la vie économique par la bureaucratie, manque de rigueur et de transparence des systèmes judiciaires;
- ◇ un autre facteur est l'insuffisance de l'éducation et de la formation, avec pour conséquence que la main d'œuvre qualifiée est relativement rare, ce qui peut freiner le développement du secteur des services;

- ◇ en outre les mécanismes de financement paraissent inadaptés, singulièrement pour les PME: en effet les institutions financières internationales ou européennes spécialisées, qui sont pratiquement les seules à offrir des financements à long terme, le font généralement, dans le cas des PME, par l'intermédiaire de banques commerciales locales à qui elles demandent de prendre en charge le risque-entreprise; celles-ci tendent dès lors à réclamer des garanties que les PME sont généralement incapables de fournir. Quant à la FEMIP (*Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat*), elle a jusqu'à présent financé surtout des grands projets d'infrastructure et de protection de l'environnement;
- ◇ il faut souligner enfin la faiblesse des établissements financiers locaux qui, à quelques exceptions près, ne réussissent pas à orienter l'épargne des ménages vers les utilisations potentiellement les plus productives, notamment parce qu'ils ont tendance à privilégier les placements plus sûrs que constituent les titres de la dette publique et la participation aux projets des entreprises publiques.

6. Suite à ces constatations désabusées, la Ligue plaide pour qu'à tous les niveaux les responsables se préoccupent de donner rapidement une nouvelle impulsion au processus engagé à Barcelone il y a dix ans, notamment en vue de mettre en place en 2010 la zone de libre-échange prévue dans la Déclaration de Barcelone et d'améliorer significativement, d'ici 2010, les conditions qui permettront à cette ZLE de bénéficier à tous les pays tiers de la Méditerranée. Ceci suppose en particulier, pour ces pays:

- ◇ que l'on tire davantage les leçons des réussites localisées en étudiant sur le terrain les conditions qui les ont permises et en essayant de les reproduire ailleurs, que ce soit en matière d'attraction des investissements directs étrangers, de création d'entreprises, d'actions d'éducation formation ou de financement des PME;
- ◇ que l'on concentre les fonds MEDA sur l'établissement d'un encadrement favorable à l'initiative privée et comportant une meilleure sécurité juridique, une administration publique plus efficace, des infrastructures performantes, un système financier plus adéquat;
- ◇ que l'on utilise au maximum les relais que peuvent fournir la société civile, les associations professionnelles, les chambres de commerce, les établissements d'enseignement supérieur, les collectivités régionales et locales, et en encourageant le développement de partenariats entre ces différents acteurs;
- ◇ que l'on mette en place des instruments de financement et des mécanismes de garantie mieux adaptés aux besoins des entreprises privées, en particulier les PME, et que l'on oriente plus résolument vers ces dernières l'action du FEMIP; dans cette optique, pourrait être envisagée ou reconsidérée la création d'une institution financière géographiquement spécialisée, de même que la mise en place d'une agence de garantie qui serait alimentée, par exemple, par l'utilisation ciblée d'une partie des abandons de créances sur ces pays consentis par les pays industrialisés;
- ◇ que l'on développe les capacités entrepreneuriales par des actions de formation appropriées et par une réactivation du volet social, culturel et humain du processus de Barcelone.

Particulièrement attentive à ce dernier aspect, la Commission Méditerranée de la Ligue a décidé de consacrer sa prochaine Conférence Méditerranée au thème "Éducation, formation et technologie comme leviers du développement économique et social dans les pays tiers de la Méditerranée". Celle-ci aura lieu à Monaco les 28 et 29 avril 2006.
